

Synthèse de l'enquête menée auprès du réseau Unapei « Education inclusive » dans le cadre de la campagne #Jaipasecole



Sommaire

Table des matières

1.	LES REPONSES DES ASSOCIATIONS A L'ENQUETE	4
I.	Les orientations non effectives : un accompagnement des besoins en fonction de l'offre sur le territoire et non en fonction des besoins de l'enfant.	4
II.	Les modalités de scolarisation.....	5
III.	La coopération Education nationale/médico-social.....	7
IV.	Le taux d'encadrement enseignants	8
2.	LES TEMOIGNAGES DES FAMILLES	9
3.	LES PROPOSITIONS DE L'UNAPEI	9

Depuis plusieurs années, l'Unapei est alertée par des familles sur l'absence de scolarisation ou des scolarisations inadaptées aux besoins des enfants en situation de handicap.

Pour faire connaître la réalité vécue par ces milliers de familles, l'Unapei relance son opération #Jaipasecole. Comme chaque année, les témoignages sont postés de toute la France sur le site internet marentree.org : scolarisations inexistantes, partielles ou inadaptées... autant de situations qui confirment que le droit à l'éducation est loin d'être effectif pour tous les enfants de notre pays.

Déplorant le manque de chiffres officiels, **l'Unapei a également interrogé les associations de son réseau qui accompagnent quotidiennement des enfants en situation de handicap** dans des dispositifs spécialisés (Instituts médico-éducatif – IME -, Unités d'enseignement externalisées – UEE -, Services d'éducation et de services sociaux à domicile – SESSAD -, etc.).

35 associations qui **accompagnent quotidiennement 8118 enfants** et adolescents sur tout le territoire national au sein de différents dispositifs spécialisés ont contribué à cette étude terrain de mars à juillet 2021.

Cette enquête souligne :

- **l'ineffectivité du droit à l'éducation** pour de nombreux enfants en situation de handicap
- **les réussites et les problématiques rencontrées par les associations et les familles sur le terrain**

1. LES REPONSES DES ASSOCIATIONS A L'ENQUETE

I. Les orientations non effectives : un accompagnement des besoins en fonction de l'offre sur le territoire et non en fonction des besoins de l'enfant.

Le droit français consacre le **droit à l'éducation pour chaque enfant**, qu'il soit handicapé ou non. Mais plus qu'une obligation d'éducation, la réforme du 11 février 2005 a posé un droit à la scolarisation. La scolarisation en milieu ordinaire est aujourd'hui la priorité. Cependant, certains enfants peuvent avoir besoin d'un accompagnement que seul, aujourd'hui, un IME peut leur apporter.

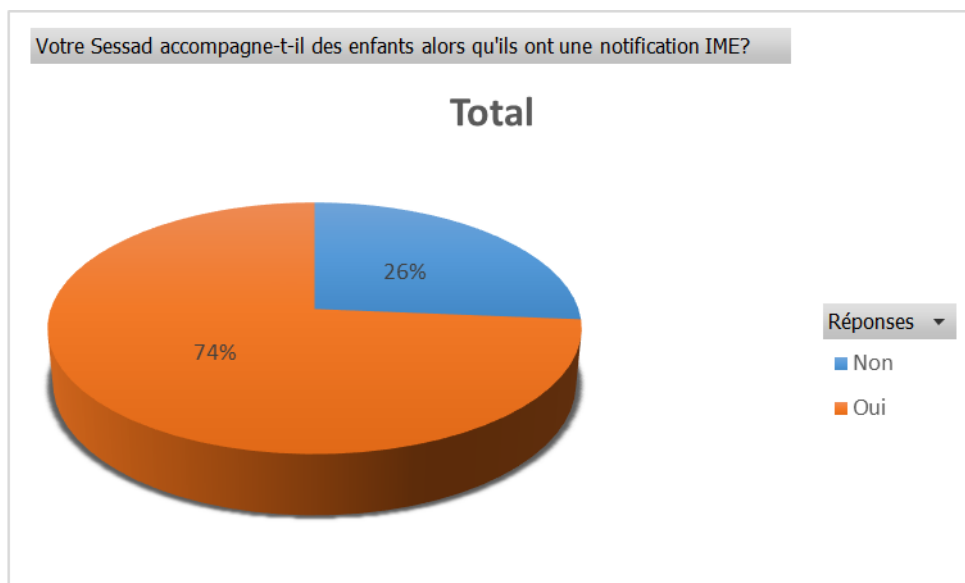
La CDAPH (Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées) prend les décisions relatives à leurs principaux droits, que ce soit en matière d'orientation ou d'attribution des prestations. C'est donc la CDAPH qui oriente les enfants vers les IME, après que leurs besoins aient été évalués par l'équipe pluridisciplinaire d'évaluation.

Les CDAPH orientent de nombreux enfants vers les IME car elles considèrent que ce sont ces structures qui sont en mesure de répondre **aujourd'hui** à leurs besoins.

Or, une part importante de ces enfants n'est pas accompagnée par des IME puisqu'il n'y a pas suffisamment de possibilité d'accueil au sein de ces structures.

Aujourd'hui en France, ces enfants sont donc inscrits sur des listes d'attentes, parfois pendant plusieurs années. Certains d'entre eux sont accompagnés par défaut par un SESSAD.

Dans le schéma ci-dessous, les associations ayant répondu à l'enquête ont souligné que **74% des SESSAD accompagnent des enfants ayant une orientation en IME. Ces enfants sont accompagnés par un SESSAD à défaut d'être accompagnés par un IME.**



Par conséquent, ces enfants ne bénéficient pas de l'accompagnement correspondant à leurs besoins. Cela correspond à l'offre disponible sur le territoire.

II. Les modalités de scolarisation

La complexité variable de chaque situation permet d'affirmer la nécessité de disposer d'un panel de modalités d'accompagnement pour répondre aux besoins des enfants en situation de handicap.

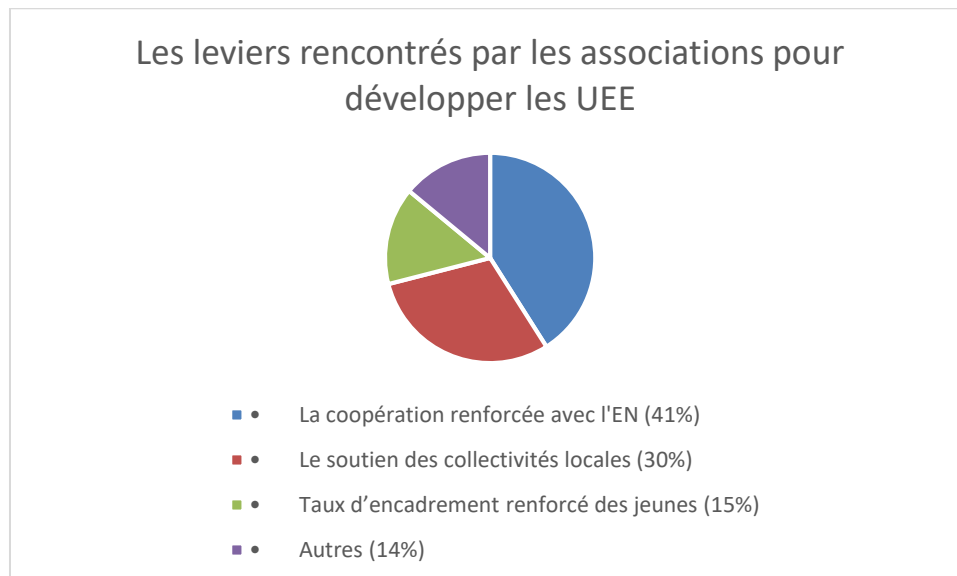
Il existe aujourd'hui **plusieurs modalités de scolarisation** pour les enfants en situation de handicap (unités d'enseignement maternelle autisme-UEMA ; unités d'enseignement élémentaire autisme-UEEA, unité d'enseignement externalisée-UEE, dispositif d'auto-régulation, ULIS).

Depuis plusieurs années, ces modalités particulières de scolarisation se développent afin de garantir un accompagnement calibré aux besoins des élèves en situation de handicap. Les associations sont parfois confrontées à des difficultés pour développer ces modalités de scolarisation.

C'est pourquoi nous avons interrogé les associations sur **les freins et les leviers de mise en œuvre de ces modalités de scolarisation.**

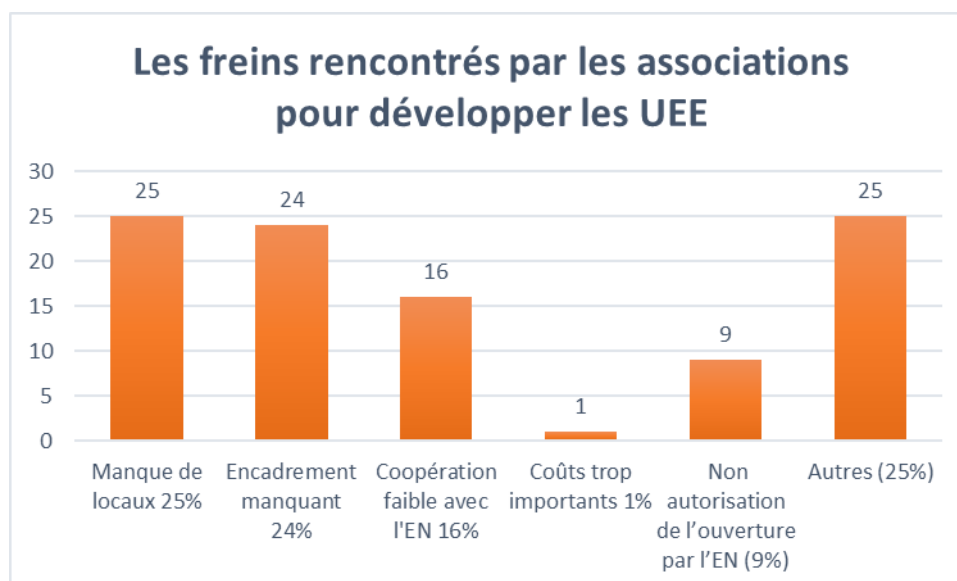
Les associations ayant répondu à l'enquête ont mis en avant les leviers suivants pour développer les UEE :

- La coopération renforcée avec l'Education nationale (41%)
- Le soutien des collectivités locales (30%)
- Le taux d'encadrement renforcé des jeunes (15%)
- Autres (14%)



Les associations ayant répondu à l'enquête ont mis en avant les freins suivants pour développer les UEE :

- Manque de locaux 25%
- Encadrement manquant 24%
- Coopération faible avec l'EN 16%
- Coûts trop importants 1%
- Non autorisation de l'ouverture par l'EN (9%)
- Autres (25%)



Pour les UEE, les associations ayant répondu à l'enquête estiment que :

- **le levier principal est celui du soutien des collectivités locales ;**
- **le frein principal est celui du manque de locaux.**

L'implication **des collectivités locales** (mairie, Conseil départemental, Conseil régional) est déterminante pour la question des locaux puisque ce sont elles qui détiennent les écoles, collèges et lycées.

Depuis de nombreuses années, les associations rencontrent des difficultés pour externaliser des unités d'enseignement, notamment faute de locaux disponibles.

La **problématique de l'indisponibilité des locaux** s'est amplifiée avec le dédoublement des classes par exemple, et nous déplorons l'existence de nombreuses disparités territoriales.

Pour rendre l'école accessible, la question des locaux reste majeure : **toute construction ou réhabilitation d'école devrait intégrer des espaces dédiés pour les enfants accompagnés par le secteur médico-social.**

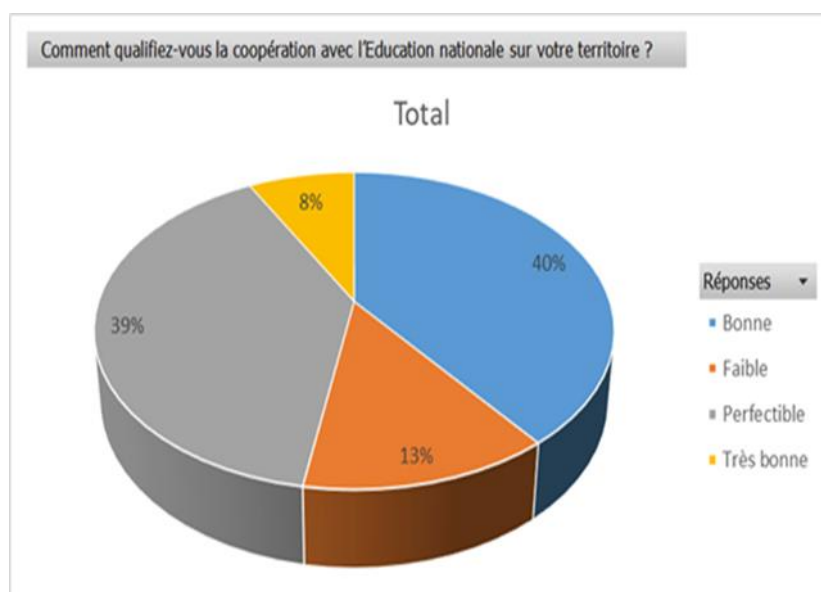
Pour les autres modalités de scolarisation (UEMA, UEEA, DAR et UEE polyhandicapé), les associations ayant répondu à l'enquête ont identifié comme frein principal le manque de locaux (24%) et comme levier principal la coopération renforcée avec l'EN (34%).

III. La coopération Education nationale/médico-social

Nous avons interrogé les associations sur la qualité de la coopération avec l'Education nationale.

Près de la moitié des associations ayant répondu à l'enquête jugent bonne ou très **bonne la coopération** sur leur territoire.

39% la jugent perfectible.



A noter également que 37% des associations ayant répondu à l'enquête déplorent l'absence de convention en faveur de l'école inclusive entre **Agence Régionale de Santé (ARS)** l'ARS et l'Éducation nationale, soit les deux ministères qui se partagent la responsabilité de l'éducation des enfants

IV. Le taux d'encadrement enseignants

Dans les établissements et services médico-sociaux des associations qui ont répondu à l'enquête, **le taux d'encadrement proposé aux enfants (ratio nombre d'enseignants/enfants) est largement inférieur aux besoins des enfants**. En moyenne, nous avons un enseignant pour 28 élèves en situation de handicap (nombre d'enseignant/ par enfant en IME).

De plus, il existe de **très fortes disparités territoriales**.

- **Dans les Hauts-de-France**, une des associations ayant répondu à l'enquête dispose d'un enseignant pour 45 élèves.
- **En Occitanie**, une des associations ayant répondu à l'enquête dispose d'un enseignant pour 86 élèves.

Il a récemment été annoncé l'amélioration, pour la quatrième rentrée consécutive, du taux d'encadrement au primaire dans tous les départements de France; l'objectif est d'atteindre un **taux d'encadrement inédit avec 5,82 professeurs pour 100 élèves** et l'ambition d'une limitation des classes de grande section maternelle, **CP et CE1 à 24 élèves sur tous les territoires**¹.

Si l'on compare avec les engagements récents pris par le gouvernement en école, le taux d'encadrement en IME et en école est largement insuffisant au vu des spécificités d'accompagnement des enfants en situation de handicap qui ont besoin d'un taux d'encadrement renforcé.

Dans cette perspective, **nous avons interrogé les associations sur leurs besoins en enseignants de l'Education nationale**.

Plus des deux tiers des associations ayant répondu à l'enquête ont des besoins en enseignants pour répondre aux besoins éducatifs des enfants. Ainsi, **68% d'entre elles ont fait une demande d'enseignants auprès de l'Education nationale**.

Pour autant, deux tiers des associations ayant demandé des enseignants auprès de l'Education nationale n'ont pas obtenu satisfaction.

¹ <https://www.education.gouv.fr/rentree-scolaire-2021-un-taux-d-encadrement-inedit-dans-le-1er-degre-et-des-moyens-d-enseignement-308024>

2. LES TEMOIGNAGES DES FAMILLES

Les témoignages issus de la plateforme marentree.org illustrent bien les difficultés rencontrées par les familles pour que leurs enfants aient accès à la scolarisation de qualité, continue et adaptée aux besoins de leurs enfants.

- « Maman d'un garçon de 9 ans ; je me suis retrouvée à devoir quitter mon travail car l'école ordinaire n'est pas en mesure de l'accueillir plus d'une heure 30 par jour, malgré une AESH... Où est l'inclusion des enfants en situation de handicap ? »
- « Lucas a commencé 1h30 de classe Ulis il y a 4 ans en "période d'adaptation"; ayant besoin d'une attention continue, l'école et la MDPH ont décidé conjointement que ce temps était suffisant. Nous demandons un allongement du temps de présence sans succès. 1h30, c'est trop peu en terme d'apprentissages et de sociabilisation. »
- « Mathéo a une notification IME, mais aucune place n'est disponible pour l'accueillir dans la suite de son parcours. En attendant, il est inscrit par défaut en ULIS lycée, sans suivi socio-éducatif, et dans un établissement qui ne correspond pas à ses besoins. »
- « Maxence présente des troubles du spectre autistique. Scolarisé en milieu ordinaire, il a obtenu 12h d'AVSI par semaine. En dehors de ce temps, il ne peut être accueilli car la pédagogie et la gestion de sa fatigabilité ne peuvent être pris en charge. Une demande d'accompagnement en SESSAD, acceptée par la MDPH est officielle depuis 1 an. Malheureusement faute de place, il ne peut en profiter et n'accède à l'école qu'en pointillé. Trop grand pour aller chez une assistante maternelle, trop handicapé pour le secteur "ordinaire", sans accompagnement pédagogique adapté Maxence reste à la marge. Nous allons donc être dans l'obligation de réduire notre temps de travail pour pouvoir l'accompagner et le garder à la maison. »

3. LES PROPOSITIONS DE L'UNAPEI

L'Unapei, acteur de l'école inclusive, émet des propositions concrètes en faveur des enfants en situation de handicap intellectuel ou cognitif

Pour les enfants qui n'ont pas de solution adaptée pour aller à l'école, c'est la double peine : retard d'apprentissage, perte de chances pour leur avenir... Est-ce normal que ce soit à eux, à leurs familles, de se battre pour leur droit à l'éducation ?

L'Unapei souhaite par tous les moyens que leurs voix soient entendues, afin que nous puissions construire une société réellement inclusive où tous les enfants se sentent acceptés et s'épanouissent ensemble.

Priver ces enfants de temps de scolarisation induit des retards d'apprentissages conséquents, peut-être irrémédiables, et revient à les déposséder d'une part essentielle de leur enfance. L'école, c'est aussi le premier lieu de sociabilisation, le

temps des jeux et des découvertes. Et ces enfants, comme tous les autres, n'ont pas le temps d'attendre pour vivre leur vie d'enfant.

L'Unapei rappelle son refus de voir s'installer une école inclusive au rabais, que ce soit en termes quantitatifs ou qualitatifs. L'Unapei demande des solutions d'accompagnement, quel que soit le lieu de scolarisation, en école spécialisée ou en école ordinaire. Chaque enfant doit pouvoir bénéficier d'un temps

Les propositions

de l'Unapei pour une école solidaire et inclusive

AXE 1 : UN ENVIRONNEMENT SCOLAIRE ET EDUCATIF ADAPTE ET ACCESSIBLE

- Des locaux accessibles à tous types de handicaps : accessibilité physique, mais également une attention apportée à l'environnement sonore et visuel, une signalétique accessible en FALC (Facile à lire et à comprendre)
- Un aménagement d'espaces de répit pour les élèves et d'espaces dédiés pour les interventions des professionnels auprès des élèves (professionnels du médico-social, du médical et du paramédical, etc.)
- Une mise à disposition d'AESH qualifiés à la hauteur des besoins des élèves
- Des modules de formation effectifs pour les enseignants et l'ensemble de la communauté éducative
- Des programmes scolaires et éducatifs aménagés, y compris pour les examens, avec des méthodes d'enseignement et pédagogie adaptées

AXE 2 : UN ACCOMPAGNEMENT SANS RUPTURE DES ELEVES ET DE LEURS FAMILLES

- Une mise en œuvre effective des notifications MDPH (réponse éducative effective pour chaque enfant) conformément aux souhaits des familles
- Mise à disposition d'AESH qualifiés qui répondent aux besoins des élèves : modalité (AESH individuel ou mutualisé) et quantité horaire
- Un interlocuteur identifié pour répondre aux familles en cas d'absence de solution ou de solution inadaptée en accord avec les souhaits des familles
- Une continuité dans l'accompagnement lors des temps périscolaires
- La création de dispositifs au-delà de 16 ans pour respecter le droit à la formation telle qu'affirmée dans la loi « Pour l'Ecole de la confiance »

d'apprentissage adapté à son handicap, ses besoins, ses attentes.

AXE 3 : UNE COLLABORATION RENFORCEE ENTRE L'ÉDUCATION NATIONALE, LE SECTEUR MEDICO-SOCIAL ET LES INTERVENANTS LIBERAUX QUELS QUE SOIENT LES LIEUX DE SCOLARISATION

- Une évaluation qualitative et quantitative des équipes mobiles d'appui médico-social et des PIAL renforcés (Pôles inclusifs d'accompagnement localisés) pour avoir une idée de leur impact sur la scolarisation ainsi que l'élaboration de cahiers des charges en précisant les moyens alloués. Le fonctionnement de ces dispositifs doit se faire dans le respect du choix des familles.
- Une participation pleine et entière des Unités d'Enseignement au sein de l'école et leur généralisation sur le territoire national
- Une mise à disposition d'enseignants de l'Education nationale dans les dispositifs gérés en partie par le secteur médico-social
- Une cartographie des dispositifs existants par territoire
- Un bilan des comités départementaux de suivi de l'école inclusive et une évaluation post-rentree 2020 des nouveaux dispositifs (livret de parcours inclusif, commissions d'affectation)

AXE 4 : UNE SENSIBILISATION A GRANDE ECHELLE AUX HANDICAPS

- Sensibilisation des élèves (handicap et vivre ensemble)
- Sensibilisation des parents d'élèves (bénéfice de l'éducation inclusive pour tous)
- Sensibilisation de l'ensemble des professionnels de la communauté éducative, y compris les intervenants lors des temps périscolaires et les responsables de petite enfance de la commune (outils pédagogiques)
- Des actions de sensibilisation impliquant systématiquement la participation des familles

A propos de l'Unapei

Mouvement citoyen de 900 000 personnes handicapées, familles, amis, professionnels et bénévoles, l'Unapei œuvre, depuis 60 ans, pour que les personnes en situation de handicap intellectuel et cognitif (personnes avec déficience intellectuelle, avec troubles du spectre autistique, troubles du comportement ou troubles psychiques, ou en situation de polyhandicap) accèdent aux mêmes droits que tous. L'Unapei s'engage pour une société solidaire, ouverte à tous et respectueuse des différences et du libre-choix des personnes handicapées. Son réseau de 350 associations membres innove sur tous les territoires et construit des solutions d'accompagnement évolutives et adaptées à chaque étape de la vie des personnes handicapées pour agir contre l'isolement et l'exclusion sociale. L'Unapei accompagne tout au long de leur vie 200 000 personnes handicapées, enfants et adultes, intellectuels et cognitifs. Chaque année 15 000 enfants naissent avec un handicap intellectuel dont la moitié avec des déficiences sévères.

<http://www.unapei.org/>

CONTACTS

Catherine Lafont - c.lafont@unapei.org

Élodie Audonnet (presse) - e.audonnet@unapei.org - 06 21 63 36 07

